

Adressez toute correspondance à  
"LA LIBERTÉ"  
ABONNEMENTS:  
Canada et Etats-Unis \$2.00  
Union Postale \$2.50

Directeur: HECTOR HEROUX

DIEU ET MON DROIT

Imprimé et publié par la  
WEST CANADA PUB. Co., Ltd.  
619, ave. McDermott  
Téléphones A-1816-A1817

## SUR LES MISSIONS

Pour compléter cet "aperçu historique" auquel nous nous sommes attachés à dresser, nous donnons la conclusion qu'il nous a été permis de tirer de l'état actuel des Missions dans le monde après ces réflexions générales sur le travail accompli aux Etats-Unis, durant le dernier siècle. Nous laissons la parole à ce missionnaire d'expérience.

A peine l'Amérique fut-elle découverte que notre religion s'y introduisit, surtout dans la partie méridionale. Au cours du dernier siècle, aux Etats-Unis, le nombre de catholiques est monté de 10,000 (1800) à 15,000,000 en 1920; et non seulement nous gagnons du terrain dans le pays même, mais nous apprenons avec une vive satisfaction que, durant ces dernières années, de leur propre mouvement, les Etats-Unis ont pris à cœur de travailler aux missions étrangères, nonobstant un service de propagande, merveilleusement organisé, qui ne laisse pas les catholiques inactifs à l'intérieur du pays. Un séminaire central pour missionnaires fut établi, dans le but de former des apôtres qui iraient prêcher l'Evangile en Chine.

Déjà, les Etats-Unis ont envoyé une centaine de missionnaires vers les pays étrangers; l'année dernière, ils ont donné 19 millions de francs à l'œuvre de la Propagation de la Foi, somme qui surpasse ce que tous les autres pays ont versé ensemble; plus grandes encore sont les promesses, car un enthousiasme et une sympathie extraordinaires pour les missions, joints aux richesses du pays, peuvent jeter des sommes stupéfiantes dans la balance.

On dira peut-être que les catholiques américains ont tous les yeux fixés sur les protestants, qui, lorsqu'il s'agit de missions, ont toujours à leur disposition des fortunes considérables et amassent sans difficulté de tels capitaux que, chaque année, il leur reste un excédent qu'ils n'ont pu distribuer.

Les protestants ne s'efforcent pas seulement de gagner les païens, mais ils donnent chaque année deux millions de dollars (la moitié à peu près de ce que nous donnons) pour retirer de leurs ténèbres "leurs frères errants", terme qui désigne les catholiques de l'Amérique du Sud. Ils ont vraiment jeté à profusion leurs brochures et circulaires de propagande, parmi les 12,000,000 de nègres des Etats-Unis. En matière d'enseignement, ils nous ont devancés de beaucoup. La coopération de ces centaines de sociétés qui aident se combattent, mais qui s'unissent quand il s'agit de missions étrangères, est remarquable, et peut nous servir d'exemple. Il nous faut unir toutes nos forces, si nous voulons tenir tête à l'hérésie.

En Australie on compte 1,300,000 catholiques avec 21 évêques, 1,400 prêtres, 5,300 religieux, 35 collèges.

## Poussons les Aïres Français

Cher Monsieur,

Votre article "La Chanson française" paru dans la *Liberté* m'a fait du bien, à moi qui à l'occasion de rencontrer des gens pour qui le patriotisme est quelque chose dont on ne parle qu'à la Saint-Jean-Baptiste.

On ne peut exagérer l'importance de nos aïres français, car bien souvent ce qu'on leur supplie, donne des envies de marcher à quatre pattes, comme disait Voltaire. Le mot paraît dur mais il est vrai.

Le "Jazz", puisqu'il faut l'appeler par son nom, fait perdre le goût de la belle musique et des nobles inspirations. Il aboutit à l'étourdissement et à l'absence d'âme.

Nos compatriotes des centres anglais s'occupent sérieusement de la chose. Il me semble que la Société Saint-Jean-Baptiste de Saint-Boniface, à l'instar de ses aînés de Québec, d'Ontario et des Etats-Unis, pourrait entrer en campagne. Il est remarquable de voir que c'est chez les Franco-Américains, à Lowell, Mass., que sont publiés les chansonniers Turcot, recueils magnifiques de 60 chansons chacun, que l'on vend à 25 sous. C'est pour rien. Chansons classiques ou nouvelles, âgées de Gounod, Nadoud, Godard, Adam, Thomas, Boieldieu, etc. Chansons de haut goût, chants de salon et de séances, canadiens ou français; le plus beau choix possible. Nous n'avons plus d'excuse de chanter de l'anglais; est-ce que les Anglais chantent du français, eux? Soyons donc logiques!

La réaction, pour être efficace, doit commencer chez les enfants, à l'école. Pourquoi ne pas entrer en relation avec nos excellentes institutrices et leur suggérer cette idée, si elles ne l'ont pas déjà, et leur aider à se procurer ces chansonniers?

Voici l'adresse des chansonniers Turcot: M. E. L. Turcot, 610, rue Merrimack, Lowell, Mass.

Nos commissaires d'écoles ou l'Association d'Education devraient les donner en prix dans les classes, au lieu de médailles trinitaires.

Qui n'a pas admiré Larrikin lors de sa tournée? Chantez-lui encore ses jolies chansons? On s'est-on contenté de l'applaudir pour retomber aussitôt dans l'absurde manie de la naïveté d'un champion américain?

L'exportation des chants français au Manitoba mérite d'être

considérée sérieusement, car elle en vaut la peine, pour nous d'abord, puis pour nos voisins anglais, qui sont charmés de nos aïres si gentils et qui trouvent curieux d'entendre des boîtes françaises s'échouer sur leurs guitares. Le *Devoir* signalait l'été dernier la merveilleuse impression créée chez les Anglais de Montréal par les vieilles chansons canadiennes, chantées au Parc Lafontaine par des milliers d'enfants d'école, soutenus par la fanfare des Grenadiers. Les Anglais n'en revenaient pas: ils découvraient la Nouvelle-France.

Si nous fétions ainsi la journée de Dordard dans le parc de Saint-Boniface, dans notre parc français où nous invitons des étrangers susceptibles de sympathies, n'y aurait-il pas de bons effets à en attendre pour nous?

Veuillez continuer, cher M. Chanton, votre propagande pour le chant et croire au dévouement d'un Canadien qui ne pensera jamais trop faire pour les siens.

CIVIS.

## La Bonne Entente

Le National Council of Education a invité les différentes dénominations religieuses du pays à consacrer la semaine dernière, le 8 avril, à la cause de l'éducation au Canada.

On veut promouvoir la bonne entente entre les deux grands races qu'habite le drapeau britannique: les Canadiens français et les Anglais, en développant les vertus civiques et morales dans le cœur de la jeunesse.

1. première vue, rien de plus louable que la fin que l'on se propose et les moyens que l'on suggère.

Avant cependant de donner dans le mouvement, il serait peut-être bon d'éclaircir l'atmosphère sur certains points et de préciser la signification que l'on attache aux mots. Nous voyons parler de la signification pratique qu'ils ont en certains milieux.

Si par "bonne entente" l'on entend "traitement équitable" des deux éléments, dans toutes les sphères politiques et sociales des postes rémunératifs, des influences et des honneurs, nous en sommes. Mais sur ce point les Canadiens français ont fort peu de reproches à se faire sur la tendance qu'ils pourraient avoir à émietter sur leurs concitoyens de langue anglaise et de religion protestante, là où ces derniers sont en infime minorité comme dans la province de Québec. N'ont-ils pas à s'acquiescer de l'absence de la langue française, de la langue maternelle des "bons enfants" et de se laisser marcher la laine sur les dos avec une bonasserie outrée?

En veut-on des exemples? Que l'on compte donc, pour ne souligner que quelques sphères d'action, le nombre de catholiques et le nombre de Canadiens français, parmi les professeurs dans nos différentes écoles normales du Manitoba, le nombre de nos inspecteurs catholiques et canadiens-français dans la province, le nombre d'employés civils au bureau de la taxe sur le revenu à Winnipeg. Et pourtant l'élément catholique et les Canadiens français comptent bien, pour quelque chose ici. Peut-on dire que c'est avec des zéros ou avec des unités qu'ils seront traités avec équité dans les différentes sphères d'action publiques?

Tant que la majorité anglaise et protestante ne remédiera pas à cet état de choses où elle est toute-puissante, on est bien forcé de donner aux mots employés par ses meneurs le sens que nous en imposons la pratique. Jusqu'à nouvel ordre, par bonne entente, dans la bouche des représentants du *National Council of Education*, nous comprenons "accaparement" de tous les influences au profit des anglo-protestants au détriment des nôtres, et battillonement chez ces derniers.

## Un Coup de Main, s. v. p.

Nous ne voulons certes pas être désagréables, mais certaines choses appelées détails par bon nombre de nos frères de la province de Québec ont un retentissement préjudiciable sur les minorités qui fuient au loin pour la survie de la francophonie. Si Québec croit avoir assez de force pour négliger les détails, il n'en est pas ainsi de nous.

Ces jours derniers un des journaux de l'Est nous tombait sous la main. Grande annonce de la bière Frontenac; portrait de la "salle de brassage de la Frontenac". Nous croyons que le capital de cette compagnie est surtout français. On peut en être fier ou mari, selon les opinions qu'on a; la question n'est pas là.

Dans cette "salle de brassage de la Frontenac", la photographie nous montre quatre grands réservoirs:

1. Mail Steel Hopper, 30,000 pounds.

2. Hot water tank, 7,500 gallons.

3. Mash Tub, 10,000 gallons.

4. Hot water tank, 10,000 gallons.

La bière serait-elle de moins bonne qualité si ces appareils étaient en français?

Détails! pourquoi s'arrêter à ces vécités? Parce qu'elles nous font un mal considérable. On foudroie à Québec, nous le sentons bien. Un coup de main coûterait-il peu; pourquoi ne pas nous le donner.

L'annonce se termine par cette rubrique:

"Le brassage de la Frontenac Exported Ale."

Nous est avis que les gens de Toronto la boiront tout aussi abondamment, si elle est exportée en français.

\$11,207,084.03 voté

Le gouvernement a obtenu de la chambre tous les subsides demandés moins une bagatelle de \$17,049.08. Pour en arriver là il a fait six semaines d'extrêmement chauds débats. Si l'opposition eût fait corps, elle eût pu arracher d'autres concessions au gouvernement. On peut dire que le ministère a obtenu tout ce qu'il voulait. C'est avec son consentement, — souvent à sa demande, — que la chambre a approuvé le budget de la somme de \$17,000.

C'est lundi soir, au coup d'un an, séance de trois heures, que la chambre a donné le dernier coup de pouce au budget. Le groupe conservateur y fit une dernière attaque contre le *Credit Rural*. M. Evans amorça ce débat auquel prirent part MM. Hearn et Haig du côté conservateur. M. Black, trésorier provincial, leur donna la réplique.

M. Evans en tint pour le rapport Jackson-Colyer. Il met à jour un abracadabrantes document qui révèle un état de choses déplorable dans l'administration du *Credit Rural*. C'est la circulaire du *Credit Rural* à tous ses débiteurs. Elle leur explique qu'on leur a prêté généralement alors que toutes les autres institutions se négocient chiches. C'était, dit-il, le circulaire, afin d'aider le fermier qui n'avait point de capital. Aujourd'hui le *Credit Rural* exprime que le fermier le rembourseur de cet état de choses n'est en rien utile et en fait. A l'occasion de la vente de sa récolte. La circulaire ajoutait qu'en aucun cas, on ne consentirait un renouvellement matériel du prêt si le rendement de la récolte permettait le remboursement total de l'emprunt.

Voilà qui était bien. Mais, c'est ici que M. Black n'en peut croire ses oreilles. Une fois l'emprunt remboursé, le *Credit Rural* se ferait un plaisir de consentir un nouvel emprunt. Le n'ai, poursuit M. Evans, jamais vu chose aussi extraordinaire en finance. Qu'est-ce à dire, après tout, sinon ceci: "Remboursez-moi cet argent et je vous le prêterai de nouveau." Le *Credit Rural* n'a pas de cette façon \$2,000,000 de dépôts confiés à la province. M. Black, en réplique, affirme de nouveau l'intention du gouvernement de maintenir le *Credit Rural* mais seulement après l'avoir réformé. Il a confessé qu'il n'avait jamais eu connaissance de la circulaire citée par M. Evans.

Graves accusations

Les conservateurs tiennent bon. Défilés à la séance de lundi soir dans leur attaque contre le *Credit Rural*, ils sont venus à la charge mardi. M. Newton, député de Roblin, a mené la danse. Il accuse de maladministration certaines fonctionnaires du *Credit Rural*. Il a remis à M. Black des déclarations assermentées incriminant les agents et directeurs du local de Roblin. La première déclaration par un nommé Charles Gilbert de Roblin allégué les faits suivants:

1. — Qu'il Gilbert, garçon de ferme, obtint un emprunt de \$2,000, bien qu'il n'eût pas un sou vaillant à donner en garantie.

2. — Qu'à l'automne, il reçut du gouvernement une réduction pour le service de \$2,000 et qu'il y fit droit en demandant son billet personnel de \$2,000 avec encaissement par son patron, directeur de la société locale.

D'autres déclarations alléguent que M. J. E. Sirrell, intendant de district à Roblin, usait de son influence auprès des emprunteurs pour leur vendre d'acquiescer à sa demande. Le *Credit Rural* est un legs du gouvernement Norris. M. Bracken n'a rien à craindre d'une enquête. Comme la province a dépensé deux millions contre cette institution, il a tout intérêt à tirer la situation au clair. Si, comme on l'affirme, il est impossible de faire rentrer la majeure partie des prêts consentis et qu'ils constituent une somme une perte d'un à deux millions, il vaut mieux le savoir tout de suite et en prendre note par là.

M. Newton exige une enquête. On ne voit pas comment le gouvernement pourrait refuser d'acquiescer à sa demande. Le *Credit Rural* est un legs du gouvernement Norris. M. Bracken n'a rien à craindre d'une enquête. Comme la province a dépensé deux millions contre cette institution, il a tout intérêt à tirer la situation au clair. Si, comme on l'affirme, il est impossible de faire rentrer la majeure partie des prêts consentis et qu'ils constituent une somme une perte d'un à deux millions, il vaut mieux le savoir tout de suite et en prendre note par là.

Le programme du gouvernement. Le rappel du moratorium. Encore six semaines de séances.

lignes maîtresses du projet gouvernemental. On n'en connaît point encore les détails.

Le rappel du moratorium ne plaira point à ceux qui y voient une raison de faire attendre leurs créanciers, mais il fera la joie des compagnies de prêts et surtout des spéculateurs en immeubles. Ces derniers ont déjà même commencé à dessiner des plans de chalets en Espagne.

Le programme du gouvernement

Au début de la session, on croyait que tout serait bachelé de mars. Il n'en est rien. Le gouvernement vient de communiquer à la chambre les projets qu'il lui demandera d'accepter. C'est un programme lourd et qui aura beaucoup à couvrir nos députés. Le voici:

1. Une loi instituant une commission pour la vente des grains.

2. L'absorption du Bureau des Utilités Publiques par le département du trésorier provincial.

3. Une loi permettant à deux référendums sur la question de prohibition.

4. Une loi autorisant des emprunts pour couvrir les déficits du passé.

5. Une loi créant un impôt sur le revenu.

6. Le vote des crédits supplémentaires.

7. Une loi concernant l'hôpital général de Winnipeg.

8. Une loi greffant d'un impôt les brevages gaux.

9. Une loi indemnifiant les employés du téléphone provincial qui s'endorment dans les contingents canadiens.

10. Un amendement à la loi des bonis.

11. Des amendements aux lois scolaires.

(a) *Credit Rural*.

(b) Secours de guerre.

(c) Moratorium.

(d) Le service civil.

(e) La cour de comté.

(f) La loi municipale.

(g) Le bien-être infirmes.

Encore cinq semaines

Avril ne verra pas la fin de la session. On nous promet que nos députés n'auront encore cinq semaines et probablement six. Beaucoup de temps à gaspiller dans la discussion des subsides. La chambre ratifie un projet de loi qui est voté en comité. Pour de sa main, le gouvernement a fait bon marché de la plupart des projets soumis par les députés de gauche. Mais le ministère ne sent pas chez la gauche l'opposition quand bon lui semble. Quelques-uns de ses projets ne seront pas l'objet de longues discussions. Il en est un qui a des adversaires jusqu'à gauche, et même au sein de la droite. Des projets tout aussi contestés sont ceux du *Credit Rural*, du rappel du Moratorium, de l'impôt sur le revenu.

Quand Dieu ne retire du monde, le sage se retire de lui-même. C'est la seule volonté d'un Dieu, qui permet à tous et qui voit l'homme. Les autres sont endormis; ils font des rêves et s'attachent à des fantômes. — Zolner.

Le 15 avril, on répètera à la cathédrale le concert sacré du mois dernier. Pas de billets. Collecte.













\_\_\_\_\_













